GK. L. 2792/1.

Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
- 1 JUIN 1952
Transmis à M. Bureau coordination
Overgemaakt aan de heer

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 mars 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "pris en exécution de l'arrêté royal du 20 mai 1939 portant organisation générale de la défense active du territoire contre les attaques aériennes en créant la garde territoriale antiaérienne", a donné en sa séance du 8 avril 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e Maart 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot uitvoering van het koninklijk besluit van 20 Mei 1939 houdende algemene inrichting van de actieve verdediging van het grondgebied tegen luchtaanvallen en oprichting van de territoriale wacht voor luchtafweer", heeft ter zitting van 8 April 1952 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 3 du projet, les officiers de réserve affectés à la garde territoriale antiaérienne peuvent y être maintenus jusqu'à la limite d'âge.

Pour les officiers des cadres de réserve de la force terrestre, de même que pour les officiers techniciens et d'administration des cadres de réserve de la force aérienne, cette limite d'âge est actuellement fixée, par l'arrêté du Régent du 27 mars 1950, à 45 ans pour les lieutenants et sous-lieutenants, à 54 ans pour les capitaines-commandants et capitaines, et à 56 ans pour les majors.

L'arrêté du Régent du 27 mars 1950, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 18 août 1951, fixe la limite d'âge des officiers des cadres de réserve du personnel navigant de la force aérienne à 45 ans pour les lieutenants et sous-lieutenants, à 48 ans pour les capitaines-commandants et capitaines, et à 52 ans pour les majors.

L'article 25, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 1 du 20 mai 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947, dispose que "les volontaires exceptés, le personnel non permanent sert obligatoirement dans la garde jusqu'à l'âge de 45 ans"; et qu'"à partir de cet âge, ce

.../...

personnel peut continuer à servir en qualité de volontaire par voie d'engagements d'un an renouvelables jusqu'à l'âge de 60 ans".

Dans la mesure où l'article 3 du projet aurait pour effet d'astreindre des officiers de réserve à servir dans la garde au-delà de 45 ans, il contreviendrait à l'article 25 précité.

L'article 25 implique, d'autre part, que l'officier de réserve affecté à la garde territoriale antiaérienne, désireux de démissionner des cadres de réserve lorsqu'il a atteint l'âge à partir duquel ses obligations militaires prennent fin par application de l'article 3 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, est obligé de continuer à servir dans la garde jusqu'à 45 ans.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

.../...

ARRETE MINISTERIEL PRIS EN EXECUTION DE L'ARRETE ROYAL DU 20 MAI 1939 PORTANT ORGANISATION GENERALE DE LA DEFENSE ACTIVE DU TERRITOIRE CONTRE LES ATTAQUES AERIENNES ET CREANT LA GARDE TERRITORIALE ANTIAERIENNE.

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'arrêté royal du 20 mai 1939 portant organisation générale de la défense active du territoire contre les attaques aériennes et créant la garde territoriale antiaérienne, confirmé par la loi du 16 juin 1947;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE Ier. - DES OFFICIERS.

Article 1er.-

Les officiers des cadres actifs destinés à assurer l'encadrement de la garde territoriale antiaérienne sont recrutés parmi les officiers des forces terrestre et aérienne; ils sont désignés à leur demande ou d'office.

Article 2.-

Un officier des cadres actifs ne peut être affecté à une unité non permanente de la garde territoriale antiaérienne, avant d'avoir exercé pendant deux ans au moins les fonctions d'officier subalterne à la troupe.

.../...

Le capitaine-commandant ou capitaine des cadres actifs affecté à une unité non permanente de la garde territoriale antiaérienne quitte obligatoirement cette unité au moins un an avant la date arrêtée pour le début des cours et épreuves prévus pour l'accession au grade de major et est reversé dans son arme.

Ces dispositions ne visent pas les officiers des services de la force terrestre.

Article 3.-

Les officiers de réserve depuis le grade de sous-lieutenant jusques et y compris le grade de major peuvent être affectés à la garde territoriale antiaérienne sans conditions et peuvent y être maintenus jusqu'à 45 ans.

CHAPITRE II. DU CADRE SUBALTERNE ET DES GARDES.

Article 4.-

Le personnel permanent du cadre subalterne est composé de sous-officiers, de brigadiers et de soldats de la force terrestre, présents sous les armes.

Article 5.-

Le personnel non permanent du cadre subalterne et les gardes sont recrutés parmi :

1° des volontaires n'ayant pas ou n'ayant plus d'obligations miliaires;

.../...

2° les militaires en congé illimité;

3° les inscrits dans la réserve de recrutement appartenant aux classes de 1948 et suivantes, libérés du service actif en vertu de l'article 57 des lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnées par l'arrêté royal du 15 février 1937.

Article 6.-

§ 1er. Les conditions d'engagement et de rengagement des volontaires dont il est question à l'article 5, 1°, sont celles prévues pour les candidats volontaires des forces armées, pour autant qu'elles ne soient pas en opposition avec les dispositions des articles 25 et 26 de l'arrêté royal n°1 du 20 mai 1939.

§ 2. Les candidats volontaires ne peuvent être atteints d'affections aiguës ou des suites d'une intervention chirurgicale qui les rendraient temporairement impropres au service.

Ils doivent être exempts de toute infirmité ou maladie prévue au tableau des maladies et infirmités déterminant les exemptions et ajournements des miliciens, annexé à l'arrêté royal du 5 octobre 1951.

Toutefois, contrairement à ce qui est prévu à la rubrique A 6, alinéa 2, de ce tableau, la perte d'un oeil ou la perte définitive de son usage entraîne le refus d'admission.

§ 3. Les candidats volontaires doivent être domiciliés dans la région de défense antiaérienne à laquelle appartient l'unité dans laquelle ils doivent servir.

.../...

Article 7.-

L'engagement ou le rengagement souscrit par des volontaires est résilié pour les mêmes raisons et de la même manière que celles prévues pour les volontaires des forces armées.

En temps de paix, le chef de corps peut, en outre, résilier sans préavis l'engagement ou le rengagement du volontaire qui quitte la région de défense antiaérienne à laquelle appartient son unité, à moins que son nouveau domicile et le régime linguistique auquel il appartient lui permettent d'être désigné pour une autre unité de la garde territoriale antiaérienne.

Article 8.-

Les hommes dont il est question à l'article 5, 2° et 3°, peuvent souscrire un engagement volontaire aussi longtemps qu'ils ne sont pas désignés d'office pour faire partie de la garde territoriale antiaérienne.

Dans ce cas, les articles 6 et 7 leur sont applicables.

Article 9.-

Les gardes du personnel non permanent sont classés en gardes de première et de deuxième classe.

A l'issue de la période d'instruction, les gardesde deuxième classe qui s'en sont montrés dignes

.../...

par leur conduite et leur manière de servir peuvent, sur proposition favorable des chefs hiérarchiques et par décision du chef de corps, passer dans la catégorie des gardes de première classe.

Le nombre de gardes de première classe ne peut dépasser 10 p.c. de l'effectif total des gardes.

Bruxelles, le

Volgens artikel 3 van het ontwerp kunnen de reserveofficieren die bij de territoriale wacht voor luchtafweer zijn ingedeeld, er tot de grensleeftijd worden behouden.

Voor de officieren van het reservekader van de landmacht,alsmede voor de officieren-technici en officieren van administratie van het reservekader van de luchtmacht,is deze grensleeftijd thans bij het besluit van de Regent van 27 Maart 1950 gesteld op 45 jaar voor de luitenants en onderluitenants, op 54 jaar voor de kapiteins-commandanten en kapiteins,en op 56 jaar voor de majoors.

Het besluit van de Regent van 27 Maart 1950, zoals het bij het koninklijk besluit van 18 Augustus 1951 is gewijzigd, stelt de grensleeftijd van de officieren van het reservekader van het varend personeel van de luchtmacht op 45 jaar voor de luitenants en onderluitenants, op 48 jaar voor de kapiteins-commandanten en kapiteins, en op 52 jaar voor de majoors.

Artikel 25, eerste lid, van het koninklijk besluit nr 1 van 20 Mei 1939, bekrachtigd bij de wet van 16 Juni 1947, bepaalt dat "het niet-permanent personeel, met uitzondering van de vrijwilligers,verplicht is bij de wacht te dienen tot de leeftijd van 45 jaar", en dat "te rekenen van deze leeftijd de leden van dit personeel voort blijven dienen als vrijwilligers, zulks door middel van dienstverbintenissen voor één jaar, welke tot de leeftijd van 60 jaar kunnen hernieuwd worden".

.../...

In zover artikel 3 van het ontwerp tot gevolg zou hebben reserveofficieren te verplichten na 45 jaar bij de wacht te dienen, zou het inbreuk maken op voornoemd artikel 25.

Voorts sluit artikel 25 in dat de bij de territoriale wacht voor luchtafweer ingedeelde reserveofficier die wenst ontslag te nemen uit het reservekader wanneer hij de leeftijd bereikt heeft met ingang waarvan zijn militaire verplichtingen bij toepassing van artikel 3 van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951 een einde hebben genomen, verplicht is tot 45 jaar bij de wacht te blijven dienen..

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State voor, een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

MINISTERIEEL BESLUIT GENOMEN TER UITVOERING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 20 MEI 1939 HOUDENDE AGLEMENE INRICHTING VAN DE ACTIEVE VERDEDIGING VAN HET GRONDGEBIED TEGEN LUCHTAANVALLEN EN OPRICHTING VAN DE TERRITORIALE WACHT VOOR LUCHTAFWEER.

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 Mei 1939 houdende algemene inrichting van de actieve verdediging van het grondgebied tegen luchtaanvallen en oprichting van de territoriale wacht voor luchtafweer, bekrachtigd bij de wet van 16 Juni 1947;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- DE OFFICIEREN.

Artikel 1.-

De officieren van het actief kader, die de kaders van de territoriale wacht voor luchtafweer moeten vormen, worden onder de officieren van de land- en de luchtmacht aangeworven; zij worden op hun verzoek of van ambtswege aangewezen.

Artikel 2.-

Een officier van het actief kader kan niet bij een niet-permanente eenheid van de territoriale wacht voor luchtafweer worden ingedeeld, vooraleer hij ten minste twee jaar het ambt van lager officier bij de troep heeft uitgeoefend.

De kapitein-commandant of kapitein van het actief kader die bij een niet-permanente eenheid van de territoriale wacht voor luchtafweer is ingedeeld, moet ten minste één jaar vóór de vastgestelde aanvangsdatum der leergangen en examens voor de bevordering tot de graad van majoor die eenheid verlaten en wordt terug naar zijn wapen overgeplaatst.

Deze bepalingen gelden niet voor de officieren van de diensten van de landmacht.

.../...

Artikel 3.-

De reserveofficieren, van de graad van onderluitenant af tot en met die van majoor, kunnen zonder voorwaarden bij de territoriale wacht voor luchtafweer worden ingedeeld en er tot 45 jaar worden behouden.

HOOFDSTUK II.- HET LAGER KADER EN DE WACHTEN.

Artikel 4.-

Het permanent personeel van het lager kader bestaat uit onderofficieren, brigadiers en soldaten van de landmacht, die onder de wapens zijn.

Artikel 5.-

Het niet-permanent personeel van het lager kader en van de wachten wordt aangeworven onder :

1° vrijwilligers die geen militaire verplichtingen hebben of er geen meer hebben;

2° de militairen met onbepaald verlof;

3° de bij de wervingsreserve ingeschrevenen, die tot de klasse 1948 of tot een der volgende klassen behoren en krachtens artikel 57 der wetten op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij koninklijk besluit van 15 Februari 1937, van actieve dienst zijn vrijgesteld.

.../...

Artikel 6.-

§ 1. De voorwaarden voor dienstneming of wederdienstneming van de vrijwilligers waarvan sprake in artikel 5, 1°, zijn die welke voor de candidaat-vrijwilligers bij de krijgsmacht zijn bepaald, voor zover zij niet in strijd zijn met het bepaalde in de artikelen 25 en 26 van het koninklijk besluit nr 1 van 20 Mei 1939.

§ 2. De candidaat-vrijwilligers mogen niet lijden aan acute aandoeningen of aan de gevolgen van een heelkundige behandeling, welke hen tijdelijk ongeschikt voor de dienst zouden maken.

Zij moeten vrij zijn van ieder lichaamsgebrek of ziekte, voorkomende op de bij het koninklijk besluit van 5 October 1951 gevoegde tabel der ziekten en lichaamsgebreken welke vrijstelling en voorlopige afkeuring van de diensplichtigen tot gevolg hebben.

In strijd nochtans met het bepaalde in de rubriek A 6, tweede lid, van die tabel, heeft het verlies van een oog of het blijvend gemis van het gebruik er van de afwijzing tot gevolg.

§ 3. De candidaat-vrijwilligers moeten hun woonplaats hebben in het luchtafweergewest waartoe de eenheid waarbij zij moeten dienen, behoort.

Artikel 7.-

De door vrijwilligers aangegane dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis wordt om dezelfde redenen en op dezelfde wijze verbroken als voor de vrijwilligers van de krijgsmacht.

.../...

In vredestijd kan de korpscommandant bovendien zonder opzegging verbreken de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de vrijwilliger die het luchtafweergewest, waartoe zijn eenheid behoort, verlaat, tenzij zijn nieuwe woonplaats en de taalrol waartoe hij behoort, het mogelijk maken hem voor een andere eenheid van de territoriale wacht voor luchtafweer aan te wijzen.

Artikel 8.-

De manschappen in artikel 5, 2° en 3° bedoeld, kunnen een vrijwillige dienstverbintenis aangaan zolang zij niet ambtshalve worden aangewezen om deel uit te maken van de territoriale wacht voor luchtafweer.

In zodanig geval zijn de artikelen 6 en 7 op hen van toepassing.

Artikel 9.-

De wachten van het niet-permanent personeel worden gerangschikt in wachten eerste en tweede klasse.

Na afloop van de opleidingsperiode kunnen de wachten tweede klasse, die door hun gedrag en hun wijze van dienen getoond hebben zulks te verdienen, op de gunstige voordracht van hun hiërarchische chefs en bij beslissing van de korpscommandant in de categorie der wachten eerste klasse worden opgenomen.

Het getal der wachten eerste klasse mag 10 t.h. van het totaal getal der wachten niet te boven gaan.

Brussel, de

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,		président
de Heren :	eerste-voorzitter van de Raad van State,		voorzitter
M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat		
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State		
J. VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation		
P. ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving		
G. PIQUET,	greffier adjoint,		greffier
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.